Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no 2025TALCH20/00016

Audience publique du jeudi trente janvier deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2023-00356 du rôle

Composition :

Françoise HILGER, vice-président,
Emina SOFTIC, premier juge,
Melissa MOROCUTTI, premier juge,
Daisy MARQUES, greffier.

ENTRE

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Georges WEBER de Diekirch du 23 décembre 2022,

comparaissant par la société à responsabilité limitée FM avocat S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg, représentée par son gérant unique actuellement en fonctions, Maître Frédéric MIOLI, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse,

ET

La société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite sous le numéro auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B NUMERO2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

partie défenderesse aux fins du crédit exploit WEBER,

comparaissant par Maître Michel VALLET, avocat à la Cour, demeurant à Dudelange.

LE TRIBUNAL

1. Objet du litige, faits et procédure

Le litige a trait à la demande de PERSONNE1.) (ci-après : « PERSONNE1. ») en résolution, sinon annulation d'un contrat de vente d'un véhicule d'occasion livré en date du 22 juin 2022 sur base d'un bon de commande signé le 14 juin 2022 pour un montant de 28.150.- euros avec la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. (ci-après : « la société SOCIETE1. »).

Les faits tels qu'ils résultent des conclusions échangées de part et d'autre, ensemble des pièces produites aux débats, peuvent se résumer comme suit :

Suivant « *BON DE COMMANDE D'UN VÉHICULE D'OCCASION* » signé en date du 14 juin 2022 et facture n° NUMERO3.) émise le 17 juin 2022, PERSONNE1.) a acquis de la part de la société SOCIETE1.) un véhicule d'occasion ENSEIGNE1.) ENSEIGNE0.), portant le n° de châssis NUMERO4.), immatriculé pour la première fois le DATE1.) 2018 et affichant un kilométrage de 65.000 km, au prix de 28.150.- euros.

L'annonce publiée par la société SOCIETE1.) décrivait en outre le véhicule comme étant équipé d'une boîte automatique ENSEIGNE0.) à sept vitesses et « *en parfait état* ».

PERSONNE1.) s'est vu livré le véhicule ENSEIGNE1.) portant le n° de châssis NUMERO4.) suivant « *Procès-verbal de livraison* » du 22 juin 2022.

À la demande de PERSONNE1.), l'SOCIETE2.) a dressé en date du 5 juillet 2022 un rapport faisant état d'une série de points à réparer.

Suite à des recherches effectuées sur le n° de châssis NUMERO4.), il s'avère que le véhicule livré à PERSONNE1.) est en réalité un véhicule ENSEIGNE1.), doté d'un moteur « *ALIAS1.* » – soit d'une puissance de ALIAS2.) – et d'une « *6-Gang-Automatikgetriebe* » – soit ENSEIGNE10.).

PERSONNE1.) a fait part de son mécontentement à la société SOCIETE1.).

Suivant courrier électronique du 4 juillet 2022 et dans l'objectif de trouver un arrangement amiable, la société SOCIETE1.) a proposé à PERSONNE1.) les solutions suivantes :

- « trouver un acheteur pour votre ENSEIGNE3.) à travers notre agence, tous les frais supplémentaires seront pris en charge par nous » ou bien
- « augmentation de puissance moteur par une société spécialis[ée] ».

En réponse au courrier précité, PERSONNE1.) s'est prononcé en date du 5 juillet 2022 comme suit :

« [...].

Je pourrais demander l'annulation du contrat mais je veux privilégier un arrangement à l'amiable.

Je veux bien garder la voiture mais pas à ce prix-là.

La ENSEIGNE3.) a été évaluée à 21500€ à ce jour donc si je prends les 27990€ moins les 21500€ qu'elle vaut il reste le montant de 6490€ que je souhaite récupérer.

Pour ce faire et si vous êtes d'accord de procéder de la sorte, veuillez trouver ci-joint mes coordonnées bancaires afin de faire le versement du montant de 6500€ sur mon compte bancaire. [...]. »

Suivant courrier électronique du 6 juillet 2022, la société SOCIETE1.) a rétorqué qu'« [a]près discussion et entretien avec notre avocat, nous sommes d'accord de vous dédommag[er] à la hauteur de 2000,00€ ttc, ce qui représente la différence entre une ENSEIGNE3.) et la ENSEIGNE1.) et pas un centime de plus et cette offre es[t] ferme ! »

Par l'intermédiaire de son mandataire constitué, PERSONNE1.) s'est adressé en date du 8 juillet 2022 à la société SOCIETE1.) en les termes suivants :

« [...].

Afin d'éviter un long et fastidieux procès, mon client m'a mandaté pour vous faire une toute dernière proposition d'arrangement.

Il propose ainsi que vous réduisiez le prix de vente à 21.650,-€ et que vous lui remboursiez donc la différence de 6.500,-€. [...]. »

Dans la mesure où le prédit courrier est resté sans réponse, PERSONNE1.) a, par exploit d'huissier de justice du 23 décembre 2022, fait donner assignation à la société SOCIETE1.) à comparaître devant le tribunal de ce siège afin de :

- à titre principal, voir prononcer la résolution de la vente conclue entre parties sur base de l'article L.111-1 du Code de la consommation ; partant, voir condamner la société SOCIETE1.) à la restitution du prix de vente de 28.150.- euros avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, soit le 24 juin 2022, sinon de la demande en justice, jusqu'à solde,

- à titre subsidiaire, voir prononcer l’annulation de la vente précitée sur base de l’article 1109 du Code civil pour cause de dol, sinon d’erreur sur une caractéristique essentielle de la chose vendue ; partant, voir condamner la société SOCIETE1.) à la restitution du prix de vente de 28.150.- euros avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, sinon de la demande en justice, jusqu’à solde,
- à titre plus subsidiaire, voir prononcer « l’annulation » de la vente sur base de l’article 1641 du Code civil pour vice caché ; partant, voir condamner la société SOCIETE1.) à la restitution du prix de vente de 28.150.- euros avec les intérêts légaux à compter du jour de la vente, soit le 24 juin 2022, sinon de la demande en justice, jusqu’à solde ; sinon, voir condamner la société SOCIETE1.) à lui payer, à titre de réduction du prix de vente et de dommages et intérêts, le montant de 10.000.- euros ou tout autre montant, même supérieur, à dire d’expert, avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, sinon de la demande en justice, jusqu’à solde ;
- à titre encore plus subsidiaire, voir ordonner « la résiliation » de la vente sur base des articles 3 et 4 de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels et voir condamner la société SOCIETE1.) à lui payer le montant de 28.150.- euros à titre de remboursement du prix de vente, sinon le montant de 10.000.- euros à titre de réduction du prix de vente, ou tout autre montant, même supérieur, à dire d’expert, le tout avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, sinon de la demande en justice, jusqu’à solde.

PERSONNE1.) demande de plus à voir retenir la responsabilité contractuelle, sinon délictuelle de la société SOCIETE1.) et à voir condamner cette dernière à lui payer à titre de dommages et intérêts pour préjudices matériel et moral subis le montant de 6.500.- euros ou tout autre montant, même supérieur, à dire d’expert, avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, sinon de la demande en justice, jusqu’à solde.

En cas de résolution, sinon d’annulation, sinon de résiliation du contrat de vente, il demande encore à se voir autoriser à utiliser le véhicule livré non seulement jusqu’à apurement complet du prix de vente entre ses mains mais également jusqu’à ce qu’il ait pu se voir livrer un véhicule de remplacement équivalent, et ce, sans indemnité aucune envers la société SOCIETE1.).

Il demande finalement à voir condamner la société SOCIETE1.) au paiement d’une indemnité de procédure de l’ordre de 3.000.- euros sur base de l’article 240 du Nouveau Code de procédure civile ainsi que des entiers frais et dépens de l’instance avec distraction au profit de son mandataire constitué et à voir ordonner l’exécution provisoire du présent jugement.

L’affaire a été inscrite sous le numéro TAL-2023-00356 du rôle et soumise à l’instruction de la XXe section.

Les mandataires des parties ont été informés par bulletin des 3 et 11 juin 2024 de la composition du tribunal.

Par ordonnance du 13 juin 2024, l'instruction de l'affaire a été clôturée.

Aucune des parties n'a sollicité à plaider oralement.

En application de l'article 226 du Nouveau Code de procédure civile, les parties sont réputées avoir réitéré leurs moyens à l'audience des plaidoiries et leurs mandataires sont dispensés de se présenter à l'audience des plaidoiries.

L'affaire a été prise en délibéré par le président du siège à l'audience des plaidoiries du 17 octobre 2024.

2. Prétentions et moyens des parties

PERSONNE1.)

À l'appui de ses demandes, PERSONNE1.) fait exposer qu'en date du 14 juin 2022, il aurait signé un bon de commande auprès de la société SOCIETE1.) pour l'achat d'un véhicule d'occasion ENSEIGNE1.) ALIAS3.) ENSEIGNE0.), portant le n° de châssis NUMERO4.), immatriculé pour la première fois le DATE1.) 2018 et affichant un kilométrage de 65.000 km, au prix de 28.150.- euros.

L'annonce publiée par la société SOCIETE1.) aurait par ailleurs décrit le prédit véhicule comme étant en « *parfait état* » et équipé d'une boîte automatique « *ENSEIGNE4.)* », c'est-à-dire à sept rapports.

Les caractéristiques du véhicule figurant sur l'annonce auraient été reprises sur la facture n° NUMERO5.) adressée en date du 17 juin 2022 par la société SOCIETE1.).

Suivant procès-verbal de livraison signé le 22 juin 2022, PERSONNE1.) aurait pris livraison du véhicule mais dû constater cependant que « *curieusement* » le prédit procès-verbal n'aurait plus fait mention des termes descriptifs « *ALIAS3.) ENSEIGNE0.)* ».

PERSONNE1.) se serait également aperçu du fait que la boîte automatique du véhicule ne disposait pas de sept rapports.

Après quelques recherches, il se serait avéré que le n° de châssis NUMERO4.) renseignerait en réalité un véhicule ENSEIGNE1.) « *ALIAS2.) ENSEIGNE10.)* », donc un véhicule doté d'un moteur de moindre puissance (ALIAS2.) au lieu de ALIAS3.)) et d'une boîte automatique à six rapports.

L'ensemble moteur-boîte du véhicule livré à PERSONNE1.) aurait donc été celui de la génération précédant l'ensemble moteur-boîte tel que renseigné sur l'annonce, le bon de commande et la facture présentés par la société SOCIETE1.).

PERSONNE1.) aurait immédiatement dénoncé ce fait à la société SOCIETE1.), laquelle lui aurait proposé de prendre en charge une reprogrammation du moteur pour qu'il atteigne ALIAS3.), proposition qui n'aurait toutefois pas été acceptée par PERSONNE1.) alors que le fait que le véhicule qu'il pensait avoir acheté était celui équipé de la dernière génération du moteur et de la boîte automatique ENSEIGNE4.) aurait revêtu un caractère essentiel dans son choix.

Il se serait en effet attendu à pouvoir profiter de la dernière génération du moteur et de boîte automatique ENSEIGNE0.) disponible sur ce modèle, offrant une puissance et un agrément supérieurs à la précédente génération, le tout pour une consommation de carburant moindre.

Face à cette erreur commise par un vendeur professionnel, PERSONNE1.) aurait décidé de soumettre le véhicule acheté à un examen complet auprès d'organismes agréés. Il résulterait ainsi d'un rapport dressé par l'SOCIETE2.) et de celui dressé par le garage SOCIETE3.) que le véhicule dont question aurait en outre été endommagé par un accident sur le côté gauche, que le parallélisme des trains roulants n'aurait plus été en ordre, qu'il aurait subi des modifications au niveau des entrées d'air du moteur, que le filtre à air et les clignotants ne seraient plus d'origine et que le système de surveillance des angles morts aurait été déconnecté. Il ne s'agirait donc pas d'un véhicule en « *parfait état* » tel que décrit dans l'annonce publiée par la société SOCIETE1.). Celle-ci n'aurait d'ailleurs jamais informé PERSONNE1.) du fait que le véhicule par elle vendu avait subi un accident et des modifications.

Il s'ensuit que le véhicule livré ne serait pas conforme à ce qui avait été commandé. La société SOCIETE1.) aurait dès lors manqué à son obligation d'information.

PERSONNE1.) serait partant en droit de solliciter la résolution, sinon l'annulation de la vente aux torts de cette dernière.

Il dit n'avoir jamais acquis le véhicule litigieux au prix de 28.150.- euros s'il avait su qu'il était équipé d'un moteur de ALIAS2.) et d'une boîte automatique ENSEIGNE10.) et qu'il avait été accidenté et modifié, respectivement qu'il n'était pas en parfait état.

À titre principal et sur base de l'article L.111-1 du Code de la consommation, PERSONNE1.) demande ainsi la résolution de la vente alors que malgré les indications figurant sur l'annonce, le bon de commande et la facture, le véhicule livré ne serait pas conforme à celui commandé.

À titre subsidiaire, PERSONNE1.) fait valoir qu'en faisant disparaître sur le bon de livraison les indications descriptives « ALIAS3.) ENSEIGNE0.) », la société SOCIETE1.) aurait eu connaissance du fait que le véhicule annoncé n'était pas conforme à celui livré. Elle aurait ainsi commis un dol qui aurait surpris le consentement de PERSONNE1.), de sorte qu'il y aurait lieu d'annuler la vente sur base de l'article 1109 du Code civil pour vice de consentement. Même pour le cas où le tribunal devait retenir l'absence de dol dans le chef de la société SOCIETE1.), il y aurait tout de même lieu d'annuler la vente pour cause d'erreur sur une caractéristique substantielle de la chose achetée.

En effet, PERSONNE1.) rappelle qu'il aurait donné son consentement pour l'achat d'un véhicule muni d'un moteur et d'une boîte automatique de dernière génération, se traduisant par une puissance de ALIAS3.) et une boîte automatique à sept rapports. En outre, il aurait compté sur un véhicule en parfait état, n'ayant donc jamais été accidenté, ni modifié.

Or, le véhicule qui lui a été livré est en réalité équipé d'un moteur et d'une boîte automatique d'une génération plus ancienne et donc avec moins de puissance, moins d'agrément et plus de consommation de carburant. Il aurait en outre été accidenté et modifié par rapport à son état d'origine, de sorte qu'il y aurait lieu à annulation et à restitution du prix de vente.

À titre plus subsidiaire, PERSONNE1.) demande « l'annulation » de la vente en application de l'article 1641 du Code civil pour cause de vices cachés, sinon la réduction du prix conformément à l'article 1644 du Code civil et l'allocation de dommages et intérêts sur base de l'article 1645 dudit code en indiquant que « la somme de ses demandes se chiffre à 10.000,00 € ».

À titre encore plus subsidiaire, en se prévalant des articles 3 et 4 de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels, PERSONNE1.) déclare que le véhicule vendu par la société SOCIETE1.) ne serait pas conforme en trois points essentiels à celui qui avait été promis à la vente, à savoir au niveau de la puissance du moteur, de la boîte automatique et de son état, de sorte qu'il y aurait lieu de mettre en œuvre la garantie légale du vendeur telle que prévue aux précédents articles. Il explique faire principalement le choix de demander « la résiliation » de la vente et la restitution du prix et uniquement à titre subsidiaire la réduction du prix à hauteur de 10.000.- euros conformément à l'article 5 (1) de la loi précitée du 21 avril 2004.

En tout état de cause, il demande à ce que la responsabilité contractuelle de la société SOCIETE1.) soit engagée sur base des articles 1134 et suivants du Code civil, sinon sa responsabilité délictuelle sur base des articles 1382 et 1383 dudit code, alors qu'au vu de ce qui précède, il serait incontestable que celle-ci n'aurait pas respecté ses obligations contractuelles envers PERSONNE1.) et notamment son obligation d'information en ce qu'elle aurait vendu un véhicule non conforme, accidenté et modifié à PERSONNE1.). Si PERSONNE1.) en avait été informé, il n'aurait pas acquis le véhicule ou tout du moins pas à ce prix. En tant que vendeur professionnel, la société SOCIETE1.) connaissait ou aurait dû connaître ces points et en informer PERSONNE1.). Ce dernier évalue à cet égard ses préjudices matériel et moral confondus à 6.500.- euros.

Finalement, pour le cas où le tribunal devait résoudre ou annuler la vente conclue entre parties, PERSONNE1.) donne à considérer qu'il aurait contracté un crédit pour financer l'achat du véhicule litigieux et qu'il ne serait pas en mesure d'acheter un véhicule de remplacement tant que le prix de vente ne lui aura pas été restitué et même après restitution du prix, il n'aurait pas tout de suite un véhicule de remplacement à disposition. Le fait pour PERSONNE1.) de se retrouver, pour un certain laps de temps,

sans véhicule constituerait un dommage dont la responsabilité exclusive incomberait à la société SOCIETE1.).

Afin de réparer ce préjudice, il y aurait partant lieu de permettre à PERSONNE1.) de conserver le véhicule litigieux pour une durée minimale de six semaines afin de lui permettre d'acquérir un véhicule de remplacement équivalent et ce sans que la société SOCIETE1.) ne puisse prétendre à une quelconque indemnité d'usage.

En réponse aux moyens développés par la société SOCIETE1.), PERSONNE1.) conteste formellement que la puissance du moteur n'aurait revêtu qu'une importance moindre à ses yeux. En effet, s'il a finalement opté pour le véhicule litigieux ce serait bien en raison de sa puissance accrue par rapport aux autres véhicules lui proposés par la société SOCIETE1.). Il y aurait en tout état de cause lieu de prendre acte du fait que la société SOCIETE1.) reconnaît que le véhicule livré à PERSONNE1.) ne serait pas conforme aux mentions descriptives figurant sur le bon de commande.

S'il est possible d'accorder le bénéfice du doute sur le fait qu'au départ il s'agissait d'une erreur de la part de la société SOCIETE1.), PERSONNE1.) déclare que celle-ci se serait manifestement rendue compte de cette erreur avant la livraison du véhicule et qu'elle aurait agi de mauvaise foi en voulant la masquer lors de cette livraison, raison pour laquelle elle aurait fait disparaître les mentions « *problématiques* » entre le bon de commande et le bon de livraison.

PERSONNE1.) conteste ainsi avoir été au courant au moment de la livraison que les caractéristiques du véhicule livré ne correspondaient pas exactement à celles du véhicule commandé. Il dément par conséquent fermement avoir accepté de prendre livraison d'un véhicule différent de celui commandé.

Il conteste en outre avoir refusé la proposition de reprise du véhicule telle que formulée par la société SOCIETE1.) dans son courrier électronique du 4 juillet 2022. Même à supposer que cette proposition équivaut à une proposition de résolution du contrat, toujours est-il que le 5 juillet 2022, PERSONNE1.) aurait répondu à cette proposition en indiquant qu'il pourrait demander l'annulation de la vente mais qu'il souhaitait privilégier un arrangement amiable en proposant à la société SOCIETE1.) de lui rembourser un montant de 6.500.- euros. Ce serait alors la société SOCIETE1.) qui aurait rétorqué être prête à rembourser le montant de 2.000.- euros mais « *pas un centime de plus* ». Ce serait donc elle qui aurait retiré toute possibilité d'arrangement autre que le remboursement d'un montant de 2.000.- euros. Il serait par conséquent faux de prétendre que PERSONNE1.) aurait renoncé à la résolution de la vente alors qu'une telle proposition, pour autant qu'elle ait été réellement faite, n'aurait plus existé dès le 5 juillet 2022.

Il serait en outre important de souligner que la société SOCIETE1.) concentrerait essentiellement son argumentaire sur l'aspect puissance du véhicule litigieux en omettant de prendre position sur les autres points soulevés par PERSONNE1.). Or, la puissance du véhicule ne serait qu'un manquement parmi d'autres. PERSONNE1.) rappelle qu'il découlerait du rapport de l'SOCIETE2.) et de celui du garage SOCIETE3.) que le véhicule

vendu aurait été endommagé par un accident sur le côté gauche, que le parallélisme des trains roulants n'est plus en ordre, qu'il a subi des modifications au niveau des entrées d'air du moteur, que le filtre à air et les clignotants ne sont plus d'origine et que le système de surveillance des angles morts est déconnecté. Déjà en septembre 2022, des composants du système de freinage auraient dû être remplacés. Il ne serait donc pas question d'un véhicule en « *parfait état* » tel qu'annoncé au départ. Pour autant que de besoin, PERSONNE1.) offre de prouver par voie d'expertise judiciaire les vices relevés ci-avant.

La société SOCIETE1.)

La société SOCIETE1.) demande à voir déclarer l'ensemble des prétentions formulées par PERSONNE1.) non fondées.

Plus particulièrement, la société SOCIETE1.) demande, quant à la résolution de la vente, à voir constater que la non-conformité soulevée par PERSONNE1.) présente un caractère mineur ; quant à l'annulation de la vente, à voir constater que le consentement donné par PERSONNE1.) n'a pas été vicié ; quant à la garantie des vices cachés, à voir constater que le véhicule vendu n'est entaché d'aucun vice caché le rendant impropre à l'usage auquel il est destiné ; quant à la garantie de conformité, à voir constater que la puissance du véhicule vendu constitue un éventuel vice apparent, sinon que le véhicule dont question n'est pas impropre à l'usage auquel il est destiné ; quant à la responsabilité contractuelle ou délictuelle de la société SOCIETE1.), à voir constater que l'obligation d'information précontractuelle ne relève pas de la responsabilité contractuelle et que PERSONNE1.) ne justifie d'aucun dommage au soutien de sa demande en condamnation au paiement du montant de 6.500.- euros.

Elle demande partant à ce que les demandes en résolution, sinon en annulation de la vente, respectivement en réduction du prix de vente soient rejetées.

Si par impossible les demandes en résolution ou en annulation de la vente étaient déclarées fondées, la société SOCIETE1.) demande à voir constater qu'il n'y a pas lieu d'autoriser PERSONNE1.) à conserver le véhicule litigieux au-delà du présent jugement, mais de le voir condamner à la restitution de celui-ci sans délai en assortissant cette restitution d'une astreinte de 250.- euros par jour de retard.

La société SOCIETE1.) sollicite finalement l'allocation d'une indemnité de procédure de l'ordre de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Au soutien de ses conclusions, la société SOCIETE1.) fait tout d'abord exposer, quant aux faits, que PERSONNE1.) aurait projeté d'acquérir un véhicule d'occasion intégralement financé au moyen d'un crédit suite à la reprise de son ancien véhicule ENSEIGNE5.) par la société SOCIETE1.). Il se serait dans un premier temps engagé dans l'achat d'un véhicule ENSEIGNE6.). d'une puissance de ALIAS4.) pour un prix de 16.900.- euros. Malgré signature du bon de commande, PERSONNE1.) n'aurait pas pris livraison du prédit véhicule. L'intérêt manifesté pour un véhicule de ALIAS4.) permettrait

de comprendre en l'espèce que la puissance du véhicule n'aurait pas représenté pour PERSONNE1.) un critère décisif dans le choix du véhicule.

PERSONNE1.) se serait ensuite intéressé à un véhicule ENSEIGNE7.) d'une puissance de ALIAS5.) avant de finalement se tourner vers le véhicule ENSEIGNE1.) en déclarant que celui-ci avait davantage de place que les deux autres véhicules ENSEIGNE6.) et ENSEIGNE7.) précédemment envisagés.

Le prédit véhicule aurait été livré en date du 22 juin 2022 à PERSONNE1.), livraison à l'occasion de laquelle il aurait signé un procès-verbal aux termes duquel il déclare que le véhicule livré est bien conforme à ce qui a été convenu.

Par mégarde, alors que le véhicule présenté à PERSONNE1.) est un véhicule doté d'une puissance de ALIAS2.) et d'une boîte de vitesse ENSEIGNE10.), la société SOCIETE1.) aurait annoncé, dans le bon de commande et la facture, un véhicule à ALIAS3.) équipé d'une boîte de vitesse ENSEIGNE0.), sans indication du nombre de vitesses.

Elle donne en outre à considérer qu'au cours des discussions précontractuelles menées avec PERSONNE1.), la puissance du véhicule n'aurait jamais été abordée, ni le nombre de vitesses de la boîte automatique.

Au jour de la livraison, lors de la remise de la carte grise sur laquelle figure à la fois la puissance du véhicule et le nombre de vitesses de la boîte automatique, PERSONNE1.) aurait pu constater que le moteur avait une puissance de ALIAS2.) et une boîte de vitesse ENSEIGNE10.). En date du 22 juin 2022, il aurait donc accepté le véhicule en parfaite connaissance de ses caractéristiques.

La société SOCIETE1.) précise sur ce point qu'un véhicule ENSEIGNE1.) pourrait être équipé, aux choix de l'acheteur, d'un moteur de ALIAS3.) et d'une boîte de vitesse ENSEIGNE4.) ou d'un moteur de ALIAS2.) et d'une boîte de vitesse ENSEIGNE10.).

Aussi, contrairement aux assertions adverses, le modèle ALIAS2.) ENSEIGNE10.) ne serait pas un modèle « *ancienne génération* » par rapport au modèle ALIAS3.) ENSEIGNE4.).

Il s'agirait en effet de deux modèles de la même génération vendus par la marque ENSEIGNE8.) à des prix différents. En 2018, un véhicule ENSEIGNE8.) neuf ENSEIGNE9.) ALIAS3.) ENSEIGNE4.) aurait coûté 37.790.- euros tandis qu'un véhicule ENSEIGNE8.) neuf ENSEIGNE9.) ALIAS2.) ENSEIGNE10.) aurait coûté 34.790.- euros, soit une différence d'à peine 3.000.- euros.

La société SOCIETE1.) ne conteste pas que la puissance indiquée tant sur la facture que le bon de commande, à savoir « ALIAS3. »), constitue une erreur matérielle.

Elle n'aurait jamais été animée d'une quelconque intention de tromper PERSONNE1.).

Néanmoins, quelques jours après la livraison, ce dernier aurait tenté d'exploiter la situation pour soutirer le montant de 6.500.- euros à la société SOCIETE1.).

Face à cette attitude, celle-ci lui aurait proposé plusieurs solutions, à savoir : « *trouver un acheteur [...], tous les frais supplémentaires seront pris en charge par nous* » ou bien « *augmentation de puissance moteur par une société spécialisée* ». La première solution consistant à trouver un acheteur pour le véhicule livré à PERSONNE1.) correspondrait en une résolution de la vente, laquelle aurait pour effet d'une part la reprise du véhicule par la société SOCIETE1.) et d'autre part la restitution du prix de vente à PERSONNE1.). En prime, ce dernier aurait en outre pu disposer du véhicule à sa guise pendant le temps nécessaire pour trouver un nouvel amateur. Cependant, il serait important de souligner que face à ces deux propositions, PERSONNE1.), par l'intermédiaire de son mandataire, n'aurait pas pris position par rapport à cette première proposition tout en refusant la seconde en exigeant un remboursement à hauteur de 6.500.- euros.

En ignorant la solution équivalant à la résolution de la vente, il y aurait lieu de retenir que PERSONNE1.) aurait renoncé à la reprise de son véhicule ainsi qu'à la restitution du prix de vente.

Concernant la diminution du prix à hauteur de 6.500.- euros telle que sollicitée par PERSONNE1.), considérant que ce montant était excessif au regard de la différence de prix entre les deux modèles, soit à peine 3.000.- euros, la société SOCIETE1.) explique avoir formulé une contreproposition financière à laquelle PERSONNE1.) n'aurait pas non plus donné de suites.

Quant au fond, s'agissant tout d'abord de la demande en résolution de la vente, compte tenu des éléments qui précèdent, respectivement de la renonciation de PERSONNE1.) à la reprise de son véhicule par la société SOCIETE1.), il conviendrait de conclure qu'en application de l'article 212-5 (1) du Code de la consommation, PERSONNE1.) aurait fait le choix, par l'intermédiaire de son mandataire, de « *garder le bien et de se faire rendre une partie du prix* », de sorte que sa demande tendant à la résolution de la vente entre parties serait à déclarer irrecevable.

Si par impossible le tribunal devait considérer que la demande en résolution de la vente n'est pas irrecevable, la société SOCIETE1.) se prévaut du caractère mineur du défaut de conformité soulevé par PERSONNE1.). Or, l'article 212-5 (1) du Code de la consommation dispose expressément que « *la résolution de la vente ne peut être prononcée si le défaut de conformité est mineur.* » En l'espèce, la société SOCIETE1.) rappelle que les hésitations de PERSONNE1.) auraient porté sur des véhicules de ALIAS4.), de 126 CV et de ALIAS2.). À l'évidence, la puissance du moteur n'aurait pas été pour lui une caractéristique déterminante. Concernant le nombre de vitesses, il conviendrait de noter qu'il ne figurerait ni sur le bon de commande, ni sur la facture, seule la mention « *ENSEIGNEO.)* » étant indiquée. Dès lors, le nombre de vitesses ne constituerait pas une non-conformité. D'ailleurs, dans la mesure où le véhicule serait équipé d'une boîte automatique, le nombre de vitesses du véhicule serait imperceptible

pour le conducteur. Eu égard aux considérations qui précèdent, il s'ensuit que la puissance de ALIAS2.) au lieu de ALIAS3.), constituerait une non-conformité mineure.

Il serait en outre important de soulever qu'aux termes de son assignation civile, PERSONNE1.) demande à se voir « *autoriser à utiliser [...] le véhicule livré non seulement jusqu'à apurement complet du prix de vente entre ses mais également jusqu'à ce qu'il ait pu se voir livrer un véhicule de remplacement équivalent et cela sans indemnité envers la société SOCIETE1.)* ».

Par conséquent, si la résolution ou l'annulation de la vente devait être prononcée, PERSONNE2.) entreprendrait de faire l'acquisition d'un « *véhicule de remplacement équivalent* » à celui lui livré par la société SOCIETE1.), à savoir un véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS2.) ENSEIGNE10.). La preuve serait ainsi établie que le véhicule litigieux conviendrait parfaitement à PERSONNE1.). Cette demande démontrerait le caractère manifestement mineur de la non-conformité due à la différence de puissance entre le véhicule commandé et celui livré, de sorte qu'en application de l'article 212-5 (1) du Code de la consommation, la demande en résolution de la vente serait à déclarer non fondée.

En ce qui concerne ensuite la demande en annulation de la vente telle que formulée à titre subsidiaire par PERSONNE1.), la société SOCIETE1.) conteste l'existence d'une erreur sur l'objet du contrat ayant vicié le consentement de PERSONNE1.). Elle rappelle sur ce point qu'avant de porter son choix sur le véhicule ENSEIGNE1.), PERSONNE1.) se serait d'abord engagé à acquérir un véhicule ENSEIGNE6.). d'une puissance de seulement ALIAS4.). Ce premier engagement contredirait partant que la puissance du véhicule ait constitué une caractéristique essentielle pour PERSONNE1.).

Il serait au contraire constant en cause que la puissance du véhicule n'aurait pas eu d'influence prépondérante sur le consentement de ce dernier. En outre, la différence entre un véhicule de ALIAS2.) et un véhicule de ALIAS3.) serait infime et imperceptible pour le conducteur.

Dès lors, à supposer l'existence d'une erreur avérée dans le chef de PERSONNE1.), celle-ci n'aurait pas un caractère déterminant et ne saurait ainsi entraîner l'annulation de la vente.

PERSONNE1.) avancerait ensuite avoir été victime d'un dol sans toutefois apporter un quelconque élément prouvant l'emploi de manœuvres frauduleuses par la société SOCIETE1.). Il évoquerait simplement le fait pour la société SOCIETE1.) « *d'avoir fait disparaître entre le bon de commande et le bon de livraison les indications descriptives* ». Or, la société SOCIETE1.) conteste avoir fait disparaître une quelconque information. Au contraire, outre le bon de livraison, auraient notamment été remis à PERSONNE1.) la carte grise/jaune du véhicule, la facture ainsi que le carnet d'entretien qui contiendraient davantage d'informations que le seul bon de commande.

Eu égard aux développements qui précèdent, la vente conclue entre parties ne serait entachée ni d'erreur, ni de dol, de sorte que la demande en annulation de celle-ci serait pareillement à déclarer non fondée.

Sur les prétendus vices cachés tels qu'invoqués par PERSONNE1.), la société SOCIETE1.) fait valoir qu'à supposer que la différence de puissance constitue un vice, il s'agirait en tout état de cause d'un vice apparent, alors que la puissance de ALIAS2.) serait inscrite sur la carte grise du véhicule remise à PERSONNE1.) au moment de la livraison du véhicule. Dès lors, toute demande basée sur les articles 1641 et suivants du Code civil, s'appliquant uniquement en présence de vices cachés, serait à déclarer non fondée.

Si par impossible le tribunal devait considérer que la différence de puissance n'était pas apparente lors de la communication de la carte grise, la société SOCIETE1.) réplique qu'un vice caché consiste en « *des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine.* »

Selon une jurisprudence constante, pour qu'il y ait vice caché, il ne suffirait pas de relever l'absence d'une des qualités recherchées par l'acheteur, si cette absence est sans incidence réelle sur l'utilité de la chose. Le vice devrait ainsi résider dans l'état défectueux ou le mauvais fonctionnement de la chose, dans l'impossibilité de s'en servir dans des conditions satisfaisantes. Dès lors, les défauts qui diminuent seulement l'agrément que l'on peut tirer de la chose ne donneraient pas lieu à garantie des vices cachés.

En l'espèce, il serait constant en cause que PERSONNE1.) utilise le véhicule litigieux au quotidien et qu'il entend même continuer à l'utiliser après le présent jugement. Partant, la société SOCIETE1.) estime que la preuve que la différence de puissance ne rend pas impropre le véhicule « *à l'usage auquel on le destine* » serait rapportée en l'espèce. Dans son acte introductif d'instance, PERSONNE1.) invoquerait d'ailleurs uniquement une différence au niveau de l'agrément et non une impropreté à l'usage. Il s'ensuit que la différence de puissance constatée en l'espèce ne constituerait pas un vice caché au sens de l'article 1641 du Code civil, de sorte qu'il conviendrait de rejeter les demandes en nullité de la vente et en restitution du prix de vente, sinon en réduction du prix de vente.

PERSONNE1.) reproche ensuite à la société SOCIETE1.) un prétendu manquement à son obligation contractuelle d'information. Or, l'obligation d'information interviendrait avant la conclusion du contrat. En tant qu'obligation précontractuelle, celle-ci ne serait pas soumise à l'article 1134 du Code civil. Par ailleurs, la mise en œuvre de la responsabilité délictuelle, telle qu'invoquée à titre subsidiaire par PERSONNE1.), supposerait un dommage. Or, ce dernier ne prétendrait pas que le véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS2.) ENSEIGNE10.) lui a été vendu au prix du véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS3.) ENSEIGNE4.). Il n'évoquerait partant aucun dommage. PERSONNE1.) demande en effet l'allocation de dommages et intérêts à hauteur de 6.500.- euros sans fournir la moindre explication. À défaut de démontrer l'existence d'un quelconque dommage, sa demande en condamnation serait à rejeter.

En tout état de cause, si par impossible le tribunal venait à résoudre ou annuler la vente conclue entre parties, la demande de PERSONNE1.) tendant à la conservation du véhicule pendant une durée de six semaines minimum suite au prononcé du jugement serait pareillement à déclarer non fondée, cette demande consistant à la fois à être remboursé du prix payé tout en étant dispensé de la restitution de la chose vendue.

3. Motifs de la décision

En vertu de l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile « [i]l incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention. » Pareillement, l'article 1315 du Code civil dispose que « [c]elui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation. »

La règle édictée aux textes susvisés implique que le demandeur doit prouver les faits qui justifient sa demande et que le défendeur doit prouver les faits qui appuient ses moyens de défense.

En application des principes directeurs précités régissant la charge de la preuve, aux fins de pouvoir prospérer dans ses demandes, il incombe donc à PERSONNE1.) de prouver conformément à la loi les actes et faits nécessaires au succès de ses prétentions et plus précisément d'établir que la vente conclue entre parties encourt la nullité pour cause de vice de consentement dans son chef, respectivement que le véhicule d'occasion lui livré par la société SOCIETE1.) est atteint d'un défaut de conformité, sinon d'un vice caché le rendant impropre à l'usage auquel il est destiné justifiant la résolution de la vente, sinon la réduction du prix de vente.

En l'espèce, force est de constater que PERSONNE1.) sollicite, à titre principal, la résolution de la vente conclue entre parties sur base de l'article L.111-1 du Code de la consommation, ayant trait aux obligations générales d'information incombant au vendeur professionnel ; à titre subsidiaire, l'annulation de la vente sur base de l'article 1109 du Code civil pour vice de consentement pour cause de dol, sinon d'erreur ; à titre plus subsidiaire, « l'annulation » de la vente sur base de l'article 1641 du Code civil pour vice caché, sinon la réduction du prix de vente ; à titre plus subsidiaire, « la résiliation » de la vente sur base des articles 3 et 4 ayant trait à l'obligation de délivrance conforme de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels, sinon la réduction du prix de vente.

Dans une optique de logique juridique, il conviendra dans un premier temps d'apprécier le moyen de renonciation implicite tel que soulevé par la société SOCIETE1.) en ce qui concerne les demandes tendant à la résolution de la vente (3.1.).

Ensuite, et nonobstant l'ordre de subsidiarité proposé par PERSONNE1.), il conviendra d'analyser la demande en « *annulation* » de la vente pour vice caché (3.2.) avant de se pencher sur les demandes en annulation de la vente pour vice de consentement (3.3.).

En effet, un défaut de la chose vendue rendant la chose impropre à son usage, ne peut être critiqué sur un autre fondement que celui des articles 1641 et suivants du Code civil relatifs aux vices cachés, régime spécialement organisé par le législateur en fonction des impératifs de la vente, et auquel on ne doit pas pouvoir faire échec en recourant au droit commun des contrats.

Il en résulte que l'acheteur victime d'un vice caché de la chose vendue ne peut agir en nullité de la vente pour erreur sur la substance, cette action n'étant ouverte que si le défaut ne trouve pas son origine dans un vice de la chose affectant l'usage qu'on en attend mais dans l'absence d'un des caractères ou attributs de la chose (cf. CA, 5 octobre 2016, Pas. 38, p. 273).

Il est en effet de jurisprudence constante que toute possibilité de cumul de l'action rédhibitoire pour vice caché avec l'action en nullité pour erreur est exclue et qu'en présence d'un vice caché, la garantie des vices constitue l'unique fondement possible de l'action de l'acheteur, sans se prévaloir de l'erreur par lui commise (cf. CA, 12 mars 2008, n° 30172 ; CA, 14 mars 2018, n° 43251).

Après avoir statué sur les demandes précitées, il conviendra finalement de se prononcer sur les demandes ayant trait aux obligations d'information et de délivrance conforme incombant au vendeur professionnel (3.4. et 3.5.).

3.1. Quant à la renonciation de PERSONNE1.) à la résolution de la vente

Au vu du courrier d'avocat adressé en date du 8 juillet 2022 par PERSONNE1.), la société SOCIETE1.) fait valoir que ce dernier aurait renoncé à demander la résolution de la vente conclue entre parties, alors qu'en ignorant la proposition faite par la société SOCIETE1.) consistant à trouver un nouvel acquéreur pour le véhicule d'occasion lui livré – équivalant à une résolution – tout en exigeant le remboursement d'un montant déterminé à titre de dédommagement, PERSONNE1.) aurait renoncé à la reprise de son véhicule ainsi qu'à la restitution du prix de vente.

La renonciation est un acte juridique par lequel une personne manifeste la volonté d'abandonner une prérogative lui appartenant.

Elle ne se présume pas.

Il y a lieu de distinguer l'hypothèse de la renonciation expresse, exprimée par des paroles, de celle de la renonciation tacite, laquelle résulte d'un comportement ou d'une attitude (cf. Encyclopédie Dalloz, V. Renonciation, n° 28).

Pour qu'une renonciation tacite puisse être retenue par le juge, il faut que le comportement de la personne à laquelle on oppose la renonciation exprime d'une

manière claire et non équivoque cette renonciation. Elle ne peut être établie que par des faits qui l'impliquent nécessairement (cf. TAL, 2 janvier 2018, n° 171203 et 171204 ; TAL, 27 septembre 2019, n° 187330).

Si le silence est en principe dépourvu de toute signification abdicative, à moins que la loi n'en dispose autrement, il n'en est différemment que lorsqu'on se trouve en présence d'un silence « *qualifié* ». Plus particulièrement, l'inaction ne prend un sens que lorsqu'une réaction est attendue et s'imposait au vu des circonstances de l'espèce (cf. CA, 30 juin 1999, n° 15049).

La renonciation étant un acte volontaire, elle suppose, pour être valable, la connaissance de la prérogative abdiquée.

Une fois la renonciation établie, celle-ci est irrévocable en ce que le renonçant ne pourra revenir sur son engagement une fois que celui-ci aura été extériorisé à l'attention de la ou des personnes concernées.

En application des principes directeurs régissant la charge de la preuve tels qu'exposés ci-dessus, il appartient à la société SOCIETE1.) de prouver que les conditions de la renonciation qu'elle invoque sont données dans le chef de PERSONNE1.).

En l'espèce, il résulte des pièces soumises à l'appréciation du tribunal, qu'après avoir découvert que le véhicule lui livré était en réalité un véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS2.) ENSEIGNE10.) au lieu d'un véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS3.) ENSEIGNE4.) et qu'il avait en outre fait l'objet de réparations et de modifications, partant qu'il n'était pas en « *parfait état* » tel qu'indiqué sur l'annonce de vente, PERSONNE1.) s'est immédiatement plaint de ces faits auprès de la société SOCIETE1.).

Il découle d'un courrier électronique du 4 juillet 2022 adressé à PERSONNE1.), que deux solutions lui ont été proposées au vu de trouver un arrangement amiable, à savoir la recherche d'un nouvel acquéreur pour le véhicule litigieux sans frais supplémentaires à sa charge ou bien l'augmentation de la puissance du moteur par une société spécialisée (cf. pièce n° 6 de la farde de 7 pièces de Maître Michel VALLET).

En réponse au courrier précité, PERSONNE1.) s'est prononcé en date du 5 juillet 2022 en les termes suivants :

« [...]»

Je pourrais demander l'annulation du contrat mais je veux privilégier un arrangement à l'amiable.

Je veux bien garder la voiture mais pas à ce prix-là.

La ENSEIGNE3.) a été évaluée à 21500€ à ce jour donc si je prends les 27990€ moins les 21500€ qu'elle vaut il reste le montant de 6490€ que je souhaite récupérer. [...]. » (cf. pièce n° 14 de la farde II de 3 pièces de Maître Frédéric MIOLI).

Suivant courrier électronique du 6 juillet 2022, la société SOCIETE1.) a rétorqué qu'« [a]près discussion et entretien avec notre avocat, nous sommes d'accord de vous dédommag[er] à la hauteur de 2000,00€ ttc, ce qui représente la différence entre une ENSEIGNE3.) et la ENSEIGNE1.) et pas un centime de plus et cette offre es[t] ferme ! » (cf. pièce n° 15 de la farde II de 3 pièces de Maître Frédéric MIOLI).

Par l'intermédiaire de son mandataire constitué, PERSONNE1.) a pris position en date du 8 juillet 2022 comme suit :

« [...]»

Afin d'éviter un long et fastidieux procès, mon client m'a mandaté pour vous faire une toute dernière proposition d'arrangement.

Il propose ainsi que vous réduisiez le prix de vente à 21.650,-€ et que vous lui remboursiez donc la différence de 6.500,-€. [...]» (cf. pièce n° 7 de la farde de 7 pièces de Maître Michel VALLET).

Au vu des éléments qui précèdent, il est constant en cause que PERSONNE1.) a ignoré les propositions d'arrangement formulées par la société SOCIETE1.) et plus particulièrement la première proposition consistant à trouver un nouvel acquéreur pour le véhicule d'occasion lui vendu, proposition dont il est n'est pas contesté qu'elle équivaut effectivement à une résolution de la vente impliquant la restitution de la chose ainsi que la restitution du prix payé.

Une renonciation implicite dans le chef de PERSONNE1.) de se prévaloir de la résolution de la vente conclue entre parties est partant établie en l'espèce, de sorte que le moyen soulevé sur ce point par la société SOCIETE1.) est à accueillir.

Il s'ensuit que les demandes de PERSONNE1.) ayant trait à la résolution, sinon la « résiliation » de la vente impliquant restitution du véhicule litigieux et restitution du prix de vente, sont à déclarer irrecevables sur toutes les bases légales invoquées.

3.2. Quant à « l'annulation » de la vente, sinon la réduction du prix pour vice caché

PERSONNE1.) demande « l'annulation » de la vente conclue entre parties en application de l'article 1641 du Code civil pour cause de vices cachés, sinon la réduction du prix conformément à l'article 1644 du Code civil et l'allocation de dommages et intérêts sur base de l'article 1645 dudit code en indiquant que « la somme de ses demandes se chiffre à 10.000,00 € ». À l'appui de sa demande, PERSONNE1.) rappelle que suivant « BON DE COMMANDE D'UN VÉHICULE D'OCCASION » signé le 14 juin 2022, il a acquis de la part de la société SOCIETE1.) un véhicule d'occasion ENSEIGNE1.) ENSEIGNE0.) et l'annonce publiée par cette dernière décrivait en outre le véhicule comme étant équipé d'une boîte automatique ENSEIGNE0.) à 7 vitesses et « en parfait état ». Or, le véhicule lui livré n'aurait disposé ni de la puissance motrice, ni de la « boîte ENSEIGNE0.) », telles qu'annoncées par la société SOCIETE1.). En outre, les rapports

dressés par l'SOCIETE2.) et le garage SOCIETE3.) auraient renseigné que le véhicule avait été accidenté et modifié, autrement dit qu'il n'était pas en « *parfait état* ». En tant que vendeur professionnel, la société SOCIETE1.) aurait eu ou aurait dû avoir connaissance de ces éléments et en informer PERSONNE1.). Ceux-ci ayant rendu le véhicule impropre à l'usage auquel il était destiné, la garantie des vices cachés prévue à l'article 1641 du Code civil serait donc applicable en l'espèce.

Aux termes de l'article 1641 du Code civil, « [l]e vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. »

L'article 1644 dudit code poursuit que « [...], l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts. »

L'acheteur qui découvre un vice caché a donc le choix entre deux procédés dont le premier consiste à demander la résolution de la vente en exerçant l'action rédhibitoire et le second, s'il se décide à garder la chose, à demander une diminution du prix.

Il s'ensuit que la demande en « *annulation* » de la vente telle que formulée par PERSONNE1.) sur base des articles précités est d'ores et déjà à déclarer non fondée.

Pour prospérer dans son action en garantie des vices cachés de la chose vendue, il appartient à l'acquéreur d'établir que les conditions de l'article 1641 précité du Code civil sont réunies, ce qui implique la preuve de l'existence d'un vice, celle de sa gravité, celle de son caractère caché et finalement celle de son antériorité à la vente.

Le vice réside dans l'état défectueux ou le mauvais fonctionnement de la chose, dans l'impossibilité de s'en servir dans des conditions satisfaisantes, respectivement dans les conséquences nuisibles produites à l'occasion d'une utilisation normale. Le vice s'identifie à tout ce qui empêche la chose de rendre pleinement les services que l'on attend, étant entendu que la chose doit être atteinte dans une de ses qualités principales.

Tout inconvénient de la chose achetée ne peut cependant être qualifié de vice au sens de l'article 1641 du Code civil. Il faut que la qualité faisant défaut soit l'une des principales que l'on reconnaît à la chose. Il ne suffit donc pas que l'une des diverses qualités que l'acheteur pouvait envisager ou que le vendeur avait promise, fasse défaut, si cette absence est sans incidence réelle sur l'utilité de la chose. Il faut que le vice présente une certaine gravité, de sorte que les défauts qui diminuent seulement l'agrément que l'on peut en tirer ne donnent pas lieu à garantie.

Pour déterminer si une chose est affectée d'un vice caché au sens de l'article 1641 du Code civil, il convient de procéder à une appréciation *in abstracto*, en fonction de l'utilité qui peut être attendue de la chose selon l'opinion commune.

Le vice doit être considéré comme suffisamment grave s'il empêche une utilisation normale de la chose et *a fortiori*, s'il la rend dangereuse.

Mais la gravité d'un vice caché s'apprécie de façon plus sévère dans les ventes d'automobiles d'occasion, alors que l'acheteur doit s'attendre, en raison même de l'usure dont il est averti, à un fonctionnement d'une qualité inférieure à celui d'un véhicule neuf sortant d'usine.

En matière de vente d'automobiles d'occasion, la garantie prévue à l'article 1641 du Code civil ne peut donc s'appliquer qu'à des défauts d'une particulière gravité échappant à tout examen attentif au moment de l'achat et rendant le véhicule impropre à l'usage auquel il était normalement destiné (cf. CA, 25 mai 1977, Pas. 23, p. 529 ; CA de Paris, 6 novembre 1963, Dalloz, 1964, p.253).

L'acheteur ne doit pas avoir eu connaissance des vices lors de la vente.

Un vice est caché lorsqu'au moment où la chose est susceptible d'être examinée, il ne se révèle pas lors de vérifications immédiates et d'investigations normales. Un vice est donc caché s'il n'a pas raisonnablement pu apparaître lorsque l'acheteur a pris possession de la chose et quand aucune circonstance n'a pu en révéler l'existence.

En l'espèce, le tribunal relève d'emblée que les doléances formulées par PERSONNE1.) par rapport à la puissance motrice du véhicule et à la boîte de vitesse constituent des défauts de conformité et non des vices cachés au sens de l'article 1641 du Code civil, étant rappelé qu'une chose est en principe atteinte d'un vice si elle est impropre à l'usage auquel on la destine tandis qu'il y a défaut de conformité si cette chose est différente dans sa nature, sa qualité ou sa quantité, de la chose promise au contrat. Or, le défaut de délivrance de la chose conforme aux stipulations contractuelles est sanctionné par la responsabilité contractuelle du vendeur conformément au droit commun (cf. CA, 4 juillet 2007, Pas. 34, p. 41).

En ce qui concerne ensuite les reproches relatifs à l'état accidenté et modifié du véhicule litigieux, force est de constater que pour conforter sa thèse, PERSONNE1.) se prévaut d'un rapport dressé par l'SOCIETE2.) et fait état de l'existence d'un rapport dressé par le garage SOCIETE3.). Or, parmi les pièces soumises à l'appréciation du tribunal, ne figure aucun rapport dressé par le garage SOCIETE3.) mais uniquement un courrier électronique émanant de celui-ci daté du 6 juillet 2022 ; un message comportant un devis pour le remplacement des freins avant, du « *kit anti crevaisson* » et de la pile télécommande ; ainsi qu'une facture n° 23EWR00832 émise le 18 janvier 2023 et portant sur une somme de 314,21 euros (cf. pièces n^{os} 9 et 12 de la farde I de 12 pièces et pièce n° 13 de la farde II de 3 pièces de Maître Frédéric MIOLI).

D'ailleurs, l'annonce publiée par la société SOCIETE1.) dans laquelle le véhicule aurait prétendument été décrit comme étant « *en parfait état* », n'a pas été versée aux débats.

Le tribunal note ensuite que contrairement au soutènement de PERSONNE1.), le rapport dressé par l'SOCIETE2.), s'il relève certaines imperfections affectant le véhicule, celui-ci ne permet néanmoins pas d'établir que ledit véhicule ait été accidenté avant la vente.

Aucun autre élément figurant au dossier ne permet d'établir l'existence du caractère prétendument accidenté du véhicule.

Pour être complet, il convient encore de souligner que PERSONNE1.) ne fait état d'aucun défaut affectant le fonctionnement à proprement dit du véhicule ou influant sur la sécurité, la conduite ou la valeur de celui-ci.

Il n'est pas davantage démontré que les désordres mis en avant par l'SOCIETE2.) aient été d'une particulière gravité, ni qu'ils aient provoqué une panne ou rendu le véhicule impropre à la circulation. Au contraire, il n'est pas contesté en l'espèce que le véhicule est en parfait état de marche, PERSONNE1.) usant de celui-ci depuis sa livraison et sollicitant même expressément le droit de continuer à ce faire au-delà du prononcé du présent jugement.

Dès lors, à défaut pour PERSONNE1.) de rapporter la preuve d'un vice ou d'un état défectueux du véhicule litigieux au sens de l'article 1641 du Code civil justifiant la réduction du prix et l'allocation de dommages et intérêts, sa demande telle que formulée en ce sens est à déclarer non fondée.

3.3. Quant à l'annulation de la vente pour vice de consentement

PERSONNE1.) demande à voir prononcer l'annulation de la vente conclue entre parties sur base de l'article 1109 du Code civil pour cause de dol, sinon d'erreur sur une caractéristique essentielle de la chose, ayant vicié son consentement.

En application de l'article 1134 du Code civil, « *les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi.* »

Aux termes de l'article 1108 dudit code, « *[q]uatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention : - le consentement de la partie qui s'oblige ; - sa capacité de contracter ; - un objet certain qui forme la matière de l'engagement ; - une cause licite dans l'obligation.* »

Au sein des quatre conditions posées par l'article 1108 précité du Code civil pour la validité des conventions, le consentement occupe une place particulière, car, avant d'être une condition de validité, il est, d'abord une condition d'existence même du contrat.

Même lorsqu'il y a bien acceptation d'une offre, le système juridique exige pour que le contrat soit valable, que le consentement des parties présente certaines qualités.

Contracter, ce n'est pas seulement consentir, c'est consentir en pleine connaissance de cause et librement. Le consentement est une volition précédée d'une réflexion. Après en avoir délibéré en lui-même, pesé le pour et le contre, chaque partie décide ou non de s'engager. Pour que le consentement revête une pleine valeur, qu'il acquière toute sa densité, il faut que la délibération soit éclairée et la volition libre. Si un contractant se représente de manière erronée les éléments de l'opération projetée, son consentement ne sera pas lucide, puisqu'il se sera déterminé sur des données inexactes. L'erreur qui est à l'origine de ce défaut de lucidité peut être spontanée ou provoquée. Dans le premier cas, on parle d'erreur au sens strict, dans le second cas de dol (cf. TAL, 23 décembre 2015, n° 149345).

On regroupe habituellement sous l'appellation de « *vices du consentement* » une série de situations où un contractant a consenti au contrat de manière consciente, mais dans des circonstances faussant son libre-arbitre – soit parce qu'il s'est trompé (erreur) ou qu'on l'a trompé (dol) sur un élément important pour lui par rapport aux attentes qu'il avait en passant le contrat, soit parce qu'il a été contraint (violence) de donner son consentement.

C'est en ce sens que l'article 1109 du Code civil dispose qu'« [i]l n'y a point de consentement lorsque le consentement n'a été donné que par erreur ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol. »

La nullité qui sanctionne ces différents vices est une nullité relative qui ne peut être invoquée que par le contractant qui en a été victime.

3.3.1. Quant au dol

PERSONNE1.) fait valoir qu'en faisant disparaître sur le bon de livraison du véhicule ENSEIGNE1.) les indications descriptives « ALIAS3.) ENSEIGNE0.) » telles que figurant sur l'annonce, le bon de commande signé le 14 juin 2022 et la facture n° NUMERO3.) du 17 juin 2022, la société SOCIETE1.) aurait eu connaissance du fait que le véhicule annoncé, facturé et commandé n'était pas conforme à celui livré. Elle aurait ainsi usé de manœuvres dolosives pour surprendre le consentement de PERSONNE1.), de sorte qu'il y aurait lieu d'annuler la vente.

Conformément aux dispositions de l'article 1116 du Code civil, « [l]e dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. Il ne se présume pas et doit être prouvé. »

Le dol, pour justifier une annulation du contrat, voire une réduction du prix, doit émaner du cocontractant. Il requiert un élément matériel, qui est caractérisé par des manœuvres dont l'auteur du dol s'est servi pour tromper l'autre partie, ainsi qu'un élément intentionnel, qui est la volonté de tromper. Il doit enfin être déterminant, de sorte que les manœuvres soient telles qu'il soit évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté (cf. TAL, 24 février 2012, n° 134815).

Il ne suffit pas à celui qui se prétend victime d'un dol d'établir qu'il a été victime d'une erreur, il lui faut encore établir l'existence de manœuvres ayant provoqué cette erreur. L'erreur ne fait en effet jamais présumer le dol.

Le Code civil ne définit pas la notion de manœuvres dolosives.

Elles s'entendent d'abord de comportements actifs d'un contractant faits dans le but de tromper l'autre. Il peut s'agir d'une véritable mise en scène, d'artifices mais il peut aussi consister dans une simple affirmation mensongère du contractant.

Si le fait de mentir ou *a fortiori* de se livrer à des artifices pour tromper l'autre constitue incontestablement un dol, il est admis depuis longtemps que le dol puisse aussi résulter d'un simple silence (cf. TAL, 24 juin 1959, Pas. 17, p. 495).

Il n'en va ainsi, cependant, qu'à deux conditions : pour qu'il y ait réticence dolosive, il faut qu'il y ait manquement à une obligation d'information à charge du contractant et il faut que celui-ci se soit tu volontairement, dans le but de tromper l'autre.

Le dol constitue en effet un comportement déloyal. Aussi bien ne peut-il y avoir dol que si le contractant a agi ou s'est tu dans le but de tromper l'autre.

L'élément intentionnel du dol exige en effet que l'auteur ait agi intentionnellement, non pas pour causer un préjudice, mais pour tromper le cocontractant en suscitant l'erreur ou en profitant de celle-ci. Cette intention de tromper ne fait généralement aucune difficulté lorsqu'il y a eu une mise en scène ou des mensonges. Elle est souvent moins évidente lorsque le contractant s'est contenté de se taire, alors même qu'il était tenu d'une obligation d'information. Il a pu le faire par négligence, parce qu'il n'a pas pensé à délivrer l'information. Il a pu le faire aussi parce qu'il a pensé que l'information n'était pas importante pour son cocontractant. Un tel défaut d'information ne procédant pas de l'intention de tromper n'est pas un dol.

Cette solution est clairement affirmée dans la jurisprudence : « *si le dol, délit civil, peut résulter d'un simple silence, il faut cependant pour qu'il entraîne un vice du consentement, qu'il repose sur une faute intentionnelle, que l'auteur des manœuvres, mensonges ou réticence, ait agi intentionnellement pour tromper le contractant. Le manquement à une obligation précontractuelle d'information ne suffit pas à caractériser la réticence dolosive si ne s'y ajoute la constatation du caractère intentionnel de ce manquement* » (cf. CA, 10 janvier 2007, Pas. 33, p. 491 citée in ANCEL (P.), Contrats et obligations conventionnelles en droit luxembourgeois, 2015, éd. Larcier, n° 234, p. 296).

L'erreur provoquée par le dol doit en outre être déterminante du consentement en ce qu'en l'absence de celle-ci, la victime n'aurait pas contracté.

La charge de la preuve du dol repose sur celui qui l'invoque.

Cette partie doit établir la preuve tant de l'élément matériel du dol que de son élément intentionnel et cette preuve peut être administrée par tous moyens, même par présomptions, à condition que celles-ci constituent un ensemble de circonstances graves, précises et concordantes, de nature à ne laisser aucun doute sur l'existence de manœuvres dolosives employées par l'une des parties contractantes pour engager l'autre à réaliser le contrat (cf. CA, 22 janvier 1992, Pas. 28, p. 256).

En l'espèce, force est de constater que ni l'élément matériel du dol, ni son élément intentionnel ne sont établis.

En effet, PERSONNE1.) n'établit pas que la société SOCIETE1.) ait, au moment de la livraison du véhicule, respectivement de l'établissement du procès-verbal de livraison, délibérément fait disparaître des informations relatives à la description du prédit véhicule et ce avec l'intention de tromper PERSONNE1.).

En l'absence de toute autre précision sur ce point, il s'ensuit que PERSONNE1.) reste en défaut de prouver l'existence et l'emploi de manœuvres, de mensonges ou de réticences dans le chef de la société SOCIETE1.), motivés par l'intention de le tromper.

Les conditions du dol ne sont donc pas données en l'espèce.

La demande en annulation tiré d'un vice de consentement pour cause de dol telle que formulée par PERSONNE1.) est partant à déclarer non fondée.

3.3.2. Quant à l'erreur

Si le tribunal venait à considérer que le consentement de PERSONNE1.) n'a pas été vicié pour cause de dol, tel le cas en l'espèce, ce dernier demande alors de retenir qu'il a été vicié pour cause d'erreur sur une qualité substantielle du contrat, étant rappelé qu'il aurait donné son consentement pour l'achat d'un véhicule d'occasion en « *parfait état* », n'ayant donc jamais été accidenté, ni modifié et étant muni d'un moteur et d'une boîte automatique de dernière génération, se traduisant partant par une puissance de ALIAS3.) et une boîte de vitesse à sept rapports. Or en l'espèce, le véhicule que la société SOCIETE1.) a livré est en réalité équipé d'un moteur et d'une boîte automatique d'une génération plus ancienne et donc avec moins de puissance, moins d'agrément et plus de consommation de carburant. Il aurait en outre été accidenté et modifié par rapport à son état d'origine, de sorte qu'il ne pourrait pas être considéré comme étant en « *parfait état* ». Au vu de ces éléments, il y aurait lieu à annulation de la vente et à restitution du prix.

L'erreur se définit comme étant la distorsion entre la volonté déclarée et la volonté réelle, c'est-à-dire comme une fausse représentation de la réalité que s'est faite une partie, appelée l'*errans*, au moment où elle a passé le contrat.

Lorsqu'il y a erreur, le consentement a été donné par accident. On a cru vouloir contracter mais notre consentement n'était pas, en amont, éclairé (cf. JurisNews – Droit des obligations et contrats spéciaux, n° 3-4/2017, p. 40).

L'article 1110 du Code civil dispose que « [l']erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet. Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a l'intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention. »

On dit souvent que l'erreur de l'article 1110 du Code civil est une erreur spontanée – le contractant s'est trompé tout seul – alors que le dol est une erreur provoquée par un comportement déloyal du cocontractant.

Précisément parce qu'il ne tient aucun compte du comportement du cocontractant, l'article 1110 du Code civil conçoit la nullité pour erreur comme une solution exceptionnelle : l'erreur n'est une cause de nullité que si elle a porté sur la substance de la chose, objet du contrat, ou de manière exceptionnelle, sur la personne du cocontractant.

Constitue une erreur sur la substance toute méprise relative à un élément substantiel de l'engagement. Le demandeur en nullité, sur qui pèse la charge de la preuve, doit établir, d'une part, que son consentement a été donné dans une certaine croyance et, d'autre part, que cette croyance était contraire à la réalité.

Il doit ensuite établir que la méprise a porté sur une qualité substantielle de la chose ou de la personne et que son erreur a eu un caractère déterminant sur son consentement (cf. CA, 23, novembre 2015, Pas. 37, p. 800).

L'erreur sur les qualités substantielles est la croyance erronée en une qualité de l'objet du contrat, qualité en fait inexistante ou encore l'absence d'une qualité attendue ou promise. Lorsque la victime a fondé sa demande sur l'erreur, elle devra prouver qu'elle a attaché un caractère substantiel à tel élément qui n'existait pas en fait, mais dont l'existence supposée a déterminé son consentement.

Depuis très longtemps, la doctrine et la jurisprudence interprètent la notion de substance de manière subjective, en considération de l'intention des parties lors de la conclusion du contrat : l'erreur sera une cause de nullité chaque fois qu'elle portera sur une qualité substantielle de l'objet du contrat, c'est-à-dire la caractéristique normalement attendue par le contractant de la chose ou du service sur lequel porte le contrat. Si une partie a contracté en considération d'une qualité spécifique qu'elle seule recherchait, cette qualité ne peut être prise en considération que si elle a fait part à son cocontractant de ce qu'elle attendait précisément du contrat (cf. CA, 22 novembre 2017, Pas. 39, p. 35).

Mais pour être cause de nullité, l'erreur doit en plus être excusable, en ce sens qu'elle ne doit pas être facilement décelable ou la conséquence d'une faute ou d'une négligence de celui qui s'en prévaut et ce, dans le double souci de sanctionner la conduite imprudente ou trop naïve de l'*errans* et de protéger le cocontractant de bonne foi contre le préjudice que lui causerait une annulation imméritée.

L'erreur est inexcusable dès lors qu'elle est fautive, sans qu'il soit nécessaire de constater une faute lourde ou une erreur grossière. Une négligence ou imprudence de l'*errans* suffit à écarter l'annulation de l'acte. Ainsi, dans bien des cas, l'annulation est écartée sur le fondement d'une simple négligence, lorsque la partie qui invoque l'erreur a manqué à son obligation de s'informer ou de refuser de signer avant la lecture de tous les documents contractuels (cf. CA, 11 novembre 2009, Pas., 34, p. 671 ; CA, 7 février 2007, Pas., 33, p. 397 ; CA, 8 février 2006, n° 30012, BIJ, 2006, 174 ; TAL, 6 mars 2009, n° 118100, BIJ, 2009, p. 107 ; Bull. Dr et Banque, 2009, n° 44, p. 60).

Si le contractant a disposé des moyens et du temps nécessaire, pour déceler l'erreur, mais que par légèreté ou négligence, il n'a pas procédé à certaines vérifications élémentaires, l'erreur dans laquelle il a versé est inexcusable, alors qu'un homme normalement raisonnable et avisé ne se serait pas exposé à la commettre.

En effet, une personne n'est pas recevable à alléguer l'ignorance de son propre fait ou de quelque chose dont il aurait été facile de s'informer afin d'obtenir l'annulation.

L'erreur inexcusable constitue une faute dont celui qui y a versé conserve les risques et qui s'oppose à l'annulation du contrat (cf. CA, 16 juin 1970, Pas. 21, p. 362).

L'erreur étant un fait juridique, elle peut être établie par tous moyens.

En l'espèce, PERSONNE1.) invoque l'erreur dans son consentement en reprochant à la société SOCIETE1.) de lui avoir livré un véhicule qui n'est pas en « *parfait état* », ni muni d'un moteur d'une puissance de ALIAS3.), ni d'une boîte automatique ENSEIGNE0.) à sept vitesses, malgré les indications en ce sens figurant sur l'annonce, le bon de commande et la facture lui présentés par la société SOCIETE1.).

À l'instar de ce qui a été développé au point 3.2., le tribunal rappelle que la preuve de l'état accidenté et/ou modifié du véhicule litigieux n'est pas rapportée.

S'agissant ensuite de la différence au niveau de la boîte automatique, s'il est vrai que l'annonce, le bon de commande et la facture présentés par la société SOCIETE1.) renseignent la vente d'un véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS3.) ENSEIGNE0.), force est de constater que seule l'annonce fait référence à une boîte automatique à sept vitesses, à l'exclusion du bon de commande et de la facture, ceux-ci se référant uniquement à une boîte automatique « *ENSEIGNE0.)* » sans autre précision quant au nombre de vitesses.

En ce qui concerne finalement la différence au niveau du nombre de cheval-vapeur (CV), le tribunal relève que si les parties s'accordent effectivement sur le fait que PERSONNE1.) a commandé un véhicule SOKDA ENSEIGNE9.) muni d'une puissance motrice de ALIAS3.) mais qu'un véhicule muni d'une puissance motrice de seulement ALIAS2.) lui a été livré, toujours est-il qu'il ne résulte d'aucune pièce probante figurant au dossier que PERSONNE1.) ait attaché un caractère substantiel à cet élément, respectivement que ladite puissance ait déterminé son consentement au moment de la

signature du bon de commande et que cet élément ait été connu de la société SOCIETE1.).

Par ailleurs, outre le fait que la différence de vitesse d'à peine 15 CV est somme toute relativement faible, il est important de mettre en exergue le fait que la société SOCIETE1.) avait proposé une augmentation de la puissance du moteur à ALIAS3.), proposition que PERSONNE1.) a cependant déclinée en expliquant préférer conserver le véhicule tel quel mais se faire rembourser une partie du prix.

Il découle par ailleurs des échanges ayant eu lieu entre parties que PERSONNE1.) a toujours manifesté le souhait de conserver le véhicule lui livré et que les démarches par lui entreprises avaient pour finalité l'allocation d'un certain montant à titre de réduction du prix par lui payé. Aussi, c'est à juste titre que la société SOCIETE1.) soutient que le fait que PERSONNE1.) sollicite, dans le cadre de la présente procédure, l'autorisation de continuer à user du véhicule au-delà du prononcé du présent jugement et ce, en attendant l'acquisition d'un véhicule de remplacement « *équivalent* », démontre l'importance manifestement moindre attachée à la puissance motrice du véhicule.

En conséquence, faute pour PERSONNE1.) de justifier tant en fait qu'en droit le moyen de nullité tel que par lui soulevé et de l'étayer par des éléments objectifs probants, il échet de retenir qu'il est resté en défaut de rapporter la preuve d'une erreur au sens de l'article 1110 du Code civil ayant vicié son consentement et que le contrat conclu entre parties n'encourt aucune nullité de ce chef.

3.4. Quant à la violation de l'obligation de délivrance conforme

PERSONNE1.) demande encore à voir ordonner « *la résiliation* » de la vente conclue entre parties sur base des articles 3 et 4 de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels et voir condamner la société SOCIETE1.) à lui payer le montant de 28.150.- euros à titre de remboursement du prix de vente, sinon le montant de 10.000.- euros à titre de réduction du prix de vente, ou tout autre montant, même supérieur, à dire d'expert, le tout avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, sinon de la demande en justice, jusqu'à solde.

À l'appui de ses demandes, il fait valoir que le véhicule vendu par la société SOCIETE1.) ne serait pas conforme en trois points essentiels à celui qui avait été promis à la vente, à savoir au niveau de la puissance du moteur, de la boîte automatique et de son état.

Au vu des éléments exposés au point 3.1., auquel le tribunal renvoie, la demande de PERSONNE1.) ayant trait à la « *résiliation* » de la vente conclue entre parties, est d'ores et déjà à déclarer irrecevable.

Les dispositions de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels telle qu'invoquée par PERSONNE1.) porte transposition de la directive européenne n° 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation

et a été intégrée dans la partie législative du Code de la consommation par la loi du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation.

Le présent litige ayant trait à la vente d'un bien meuble corporel conclue entre un vendeur professionnel et un consommateur au sens de l'article L. 212-1 (1) du Code de la consommation, PERSONNE1.) peut se prévaloir des dispositions relatives à la protection juridique du consommateur.

Ces dispositions s'appliquent également aux ventes d'objets d'occasion (cf. TAL, 10 juillet 2013, n^{os} 149808 et 150399).

En vertu des dispositions du Code de la consommation, le professionnel est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance, quand bien même il ne les aurait pas connus.

L'article L. 212-5 du présent code prévoit en son alinéa 1^{er} que « [l]e vendeur répond vis-à-vis du consommateur de tout défaut de conformité qui existe au moment de la livraison du bien et qui apparaît dans un délai de deux ans à compter de ce moment. » tout en précisant en son 3^{ème} alinéa que « [p]ar dérogation aux paragraphes (1) et (2), pour les biens d'occasion, le vendeur et le consommateur peuvent convenir, par une clause contractuelle ou un accord, une durée de garantie plus courte que la garantie prévue aux paragraphes (1) et (2) sans que cette durée puisse être inférieure à un an. En matière automobile, une telle réduction n'est valable que si la première mise en circulation a eu lieu il y a plus d'une année. »

L'article L.212-3 du Code de la consommation dispose ensuite qu' « [a]fin d'être conforme au contrat de vente, les biens doivent notamment, le cas échéant :

a) correspondre à la description, au type, à la quantité et à la qualité et présenter la fonctionnalité, la compatibilité, l'interopérabilité et toutes autres caractéristiques comme prévu dans le contrat de vente ;

b) être adaptés à la finalité spécifique recherchée par le consommateur, que celui-ci a portée à la connaissance du vendeur au plus tard au moment de la conclusion du contrat de vente et que le vendeur a acceptée ;

c) être livrés avec tous les accessoires et toutes les instructions, notamment d'installation, comme prévu dans le contrat de vente ; et

d) être fourni avec des mises à jour comme prévu dans le contrat de vente. »

L'article L. 212-4 ajoute en son alinéa 1^{er} qu' « [e]n plus de satisfaire à toutes les exigences de conformité prévues dans le contrat, les biens doivent :

a) être adaptés aux finalités auxquelles serviraient normalement des biens de même type, compte tenu, s'il y a lieu, de toute disposition du droit de l'Union européenne et du droit

luxembourgeois en vigueur ainsi que de toutes les normes techniques existantes ou, en l'absence de telles normes techniques, des codes de conduite spécifiques applicables au secteur concerné ;

b) le cas échéant, présenter la qualité d'un échantillon ou d'un modèle que le vendeur a mis à la disposition du consommateur avant la conclusion du contrat, et correspondre à la description de cet échantillon ou modèle ;

c) le cas échéant, être livrés avec les accessoires, y compris l'emballage et les instructions d'installation ou autres instructions, que le consommateur peut raisonnablement s'attendre à recevoir ; et

d) être en quantité et présenter les qualités et toutes autres caractéristiques, y compris en termes de durabilité, de fonctionnalité, de compatibilité et de sécurité, normales pour un bien de même type et auxquelles le consommateur peut raisonnablement s'attendre, eu égard à la nature des biens et compte tenu de toute déclaration publique faite par le vendeur ou d'autres personnes situées en amont dans la chaîne de transactions ou pour le compte du vendeur ou de telles personnes, y compris le producteur, en particulier dans les publicités ou sur l'étiquette. »

Ces articles énoncent la définition générale de la conformité en distinguant deux aspects : l'aspect purement contractuel, d'une part, qui exige le respect des caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord et l'aspect fonctionnel, d'autre part, qui fait appel à la notion de « *finalités auxquelles serviraient normalement les biens du même type* » en y incluant les éléments d'appréciation détaillés par l'article 2, paragraphe 2, de la directive européenne : description donnée par le vendeur et présentation du bien au consommateur, adaptabilité aux usages spéciaux recherchés par le consommateur et portés à la connaissance du vendeur lors de la conclusion du contrat ainsi qu'à l'usage habituellement attendu d'un bien du même type, compte tenu des déclarations faites par le vendeur (cf. Doc. parl. n° 5193, commentaires des articles, p. 14).

La définition donnée par les articles précités du Code de la consommation englobe ainsi l'obligation de délivrance d'un objet conforme aux stipulations contractuelles et la garantie des vices, telles qu'elles se dégagent du droit commun du Code civil (cf. CA, 9 février 2011, n° 35163 ; RAVARANI (G.), La responsabilité civile des personnes privées et publiques, 3^{ème} éd., Pasicrisie luxembourgeoise, n° 714, p. 736).

En effet, au sens du Code de la consommation, pour être conforme au contrat, le bien doit :

- d'une part, présenter les caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord en vertu de l'article L. 212-3 a) de ce code, obligation qui correspond donc à l'obligation de conformité du droit commun de la vente ; et

- d'autre part, être propre aux « *finalités auxquelles serviraient normalement* » les biens du même type en vertu de l'article L. 212-4 a) de ce code, cette obligation correspondant à la garantie des vices telle qu'elle découle des articles 1641 et suivants du Code civil.

Le Code de la consommation ne précise cependant pas le degré de gravité que doit présenter le défaut de conformité pour constituer un défaut. Il est vrai que dans son aspect vice, le concept vise, selon les termes mêmes de la loi, les biens qui ne sont pas propres aux usages auxquels servent habituellement les biens du même type. Il s'ensuit, *a contrario*, que les biens qui, tout en présentant certains défauts, n'en sont cependant pas aussi viscéralement affectés qu'ils ne puissent plus servir aux usages auxquels des biens du même type servent habituellement, ne sauraient être sanctionnés par les dispositions du Code de la consommation (cf. RAVARANI (G.), op.cit.).

Il incombe ainsi à l'acheteur de rapporter, en vertu de l'article 1315 du Code civil ensemble l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile, la preuve du défaut de conformité rendant la chose impropre aux « *finalités auxquelles serviraient normalement les biens du même type* ».

S'agissant d'un véhicule, l'acheteur doit partant prouver qu'il lui a été impossible de se servir du véhicule en raison des défauts avancés.

Une fois cette preuve rapportée, l'article L.212-6 du Code de la consommation prévoit qu' « *[e]n cas de défaut de conformité, le consommateur a droit, dans les conditions prévues au présent article, à la mise en conformité des biens, à une réduction proportionnelle du prix, ou à la résolution du contrat.* »

En l'espèce, le tribunal relève tout d'abord que dans la mesure où aucune pièce du dossier, à savoir ni le « *BON DE COMMANDE D'UN VÉHICULE D'OCCASION* » signé en date du 14 juin 2022, ni la facture n° NUMERO3.) émise le 17 juin 2022, ne mentionnent la vente d'un véhicule ENSEIGNE1.) ALIAS3.) doté d'une boîte automatique « *ENSEIGNE4.)* », donc à sept vitesses, le défaut invoqué sur ce point par PERSONNE1.) est d'ores et déjà à rejeter pour ne pas constituer une inconformité au sens des articles L.212-1 et suivants du Code de la consommation.

Par ailleurs, eu égard aux développements figurant au point 3.2., en l'absence de tout élément probant permettant d'établir l'existence du caractère prétendument accidenté ou modifié du véhicule, le reproche formulé sur ce point tombe également à faux.

S'agissant finalement du moyen relatif à la puissance motrice, il est un fait en l'espèce que PERSONNE1.) avait acheté un véhicule ENSEIGNE1.) possédant ALIAS3.) mais qu'en réalité il s'est vu livré un véhicule ENSEIGNE1.) possédant ALIAS2.).

Dans la mesure où PERSONNE1.) a dénoncé ledit défaut de conformité à la société SOCIETE1.) peu de temps après l'acquisition du véhicule, respectivement endéans le délai d'un an conformément aux articles L.212-9 (1) et L.215-5 (3) du Code de la consommation, PERSONNE1.) peut en principe se prévaloir des dispositions protectrices du consommateur telles que consacrées par le Code de la consommation.

Cependant, à l'instar de ce qui a été exposé et retenu aux points 3.2. et 3.3.2., la seule différence de 15 CV au niveau de la puissance du moteur du véhicule litigieux ne constitue pas un défaut de conformité au sens des dispositions légales analysées ci-dessus, en ce qu'elle ne rend pas le prédit véhicule, par ce seul fait, impropre aux « *finalités auxquelles serviraient normalement* » les biens du même type.

Il découle de l'ensemble des développements qui précèdent que PERSONNE1.) reste en défaut de prouver que le véhicule litigieux présente un défaut de conformité au sens des articles L.212-1 et suivants du Code de la consommation.

En conséquence, sa demande en réduction du prix de vente n'est pas non plus fondée en ce qu'elle est basée sur les dispositions régissant la garantie de conformité dans les contrats conclus entre un professionnel et un consommateur.

3.5. Quant à la violation de l'obligation d'information

PERSONNE1.) demande finalement à voir retenir la responsabilité contractuelle, sinon délictuelle de la société SOCIETE1.) et à voir condamner cette dernière à lui payer à titre de dommages et intérêts pour préjudices matériel et moral subis le montant de 6.500.- euros ou tout autre montant, même supérieur, à dire d'expert, avec les intérêts légaux à partir du jour de la vente, sinon de la demande en justice, jusqu'à solde, en reprochant à la société SOCIETE1.) d'avoir manqué à son obligation d'information en lui livrant un véhicule non conforme, accidenté et modifié.

Comme en France, en Belgique et en Allemagne, la jurisprudence luxembourgeoise reconnaît à la charge des parties contractantes une obligation de renseignement dans la phase précontractuelle, son non-respect constituant pour son débiteur une « faute de contracter », une « *culpa in contrahendo* », sanctionnée par les règles de la responsabilité délictuelle telle qu'elle découle des articles 1382 et 1383 du Code civil.

La *culpa in contrahendo* peut constituer un élément du dol, lorsque cette inobservation est délibérée et tend à induire en erreur le contractant. En ce cas, elle justifie l'annulation pure et simple du contrat vicié. Mais la faute de contracter se conçoit aussi en dehors du dol et de l'erreur au cas où elle procède simplement d'une négligence sans mauvaise foi ou si l'information n'est pas déficiente à telle enseigne qu'elle puisse entraîner une erreur substantielle telle qu'elle doive conduire à l'annulation du contrat.

La *culpa in contrahendo* constitue dès lors une cause de responsabilité autonome dont le domaine d'application dépasse largement celui du dol, voire de l'erreur.

Ainsi, une faute ou négligence du débiteur de l'information de renseignement qui ne constitue pas, par ailleurs, une cause d'annulation du contrat, peut à son tour être sanctionnée selon les règles de l'article 1382 du Code civil, c'est-à-dire moyennant l'octroi de dommages et intérêts.

Il pèse en effet sur tout contractant, et en particulier, sur les professionnels une obligation de renseignement et d'information au profit de leurs éventuels futurs cocontractants, et ce pendant toute la période de négociation du contrat, ne serait-ce qu'en vertu de l'obligation de loyauté qui pèse sur eux (cf. CA, 20 avril 2005, n° 28473 citée in RAVARANI (G.), op. cit., n° 486, p. 506).

À l'instar de la jurisprudence française, la jurisprudence luxembourgeoise apprécie l'existence d'une faute ou d'une négligence au vu du seul comportement objectivement défectueux du débiteur de l'obligation de renseignement, à l'exclusion de tout élément d'ordre psychologique, comme la conscience qu'il peut avoir de l'importance de l'élément qu'il a omis de révéler.

La seule question qu'elle se pose est celle de savoir si, objectivement, le cocontractant pouvait s'attendre à se voir livrer telle ou telle information. Dans l'affirmative, le débiteur de l'obligation de renseignement est en faute et doit réparer le dommage causé à son cocontractant par ce manque d'information, et ce même s'il a agi de bonne foi, voire involontairement (cf. CA, 24 octobre 2012, n° 36998 citée in RAVARANI (G.), op.cit., n° 487, p. 507).

Le professionnel doit fournir à ses clients toutes les informations nécessaires sans lesquelles ces derniers, soit n'auraient pas conclu le contrat, soit l'auraient conclu à des conditions différentes et, en cas de manquement, ils peuvent engager leur responsabilité. Cette obligation peut revêtir différentes facettes : elle peut consister en une information sur les risques ou mise en garde, mais aussi en une information orientée adaptée à la situation du client et l'obligation de conseil peut même aller jusqu'à l'opportunité ou non d'acheter ou emporter l'obligation de conseiller l'achat d'un produit adapté.

Le débiteur de l'obligation doit donc livrer, de manière spontanée, certaines informations.

En présence de contrats conclus avec des consommateurs, l'article L.111-1 du Code de la consommation exige d'ailleurs, dans son paragraphe 1^{er}, qu'avant la conclusion de tout contrat, le professionnel mette, de façon claire et compréhensible, le consommateur en mesure de connaître les caractéristiques essentielles des biens ou services qu'il propose. À cet égard, la Cour d'appel a d'ailleurs considéré comme violant cette disposition une publicité dans laquelle un garagiste offrait une voiture automobile comme étant un modèle 1984, alors qu'il s'agissait d'un véhicule construit en 1983 (cf. CA, 13 juin 1990, n° 11676 citée in RAVARANI (G.), op.cit, n° 488, p. 510).

Le tribunal rappelle qu'en l'espèce, suivant « *BON DE COMMANDE D'UN VÉHICULE D'OCCASION* » signé en date du 14 juin 2022 et facture n° NUMERO3.) émise le 17 juin 2022, PERSONNE1.) a acquis de la part de la société SOCIETE1.) un véhicule d'occasion ENSEIGNE1.) ENSEIGNE0.), portant le n° de châssis NUMERO4.), immatriculé pour la première fois le DATE1.) 2018 et affichant un kilométrage de 65.000 km, au prix de 28.150.- euros.

La société SOCIETE1.) ne conteste pas que l'annonce par elle publiée décrivait en outre le véhicule comme étant équipé d'une boîte automatique ENSEIGNE0.) à sept vitesses et « *en parfait état* ».

Or, il est un fait que PERSONNE1.) s'est vu livré un véhicule ENSEIGNE1.) doté d'une puissance de ALIAS2.) et d'une boîte automatique ENSEIGNE0.) à six vitesses.

S'agissant tout d'abord des moyens développés par PERSONNE1.) en relation avec l'état prétendument accidenté et/ou modifié du véhicule dont question, le tribunal renvoie aux éléments exposés ci-dessus.

En ce qui concerne en revanche la puissance motrice et la boîte automatique ENSEIGNE0.), en omettant de renseigner utilement PERSONNE1.) sur les caractéristiques réelles du véhicule par lui acheté, la société SOCIETE1.) a violé son obligation de renseignement précontractuelle lui incombant en sa qualité de vendeur professionnel, de sorte que sa responsabilité délictuelle est engagée sur ce point.

À défaut cependant pour PERSONNE1.) de justifier la réalité de son dommage à hauteur du montant réclamé de 6.500.- euros, le tribunal estime que celui-ci est adéquatement réparé par l'allocation d'un montant de 3.000.- euros, correspondant, de l'aveu de la société SOCIETE1.), à la différence de valeur entre le véhicule commandé par PERSONNE1.) et celui effectivement livré.

L'article L.212-8 du Code de la consommation dispose d'ailleurs en ce sens en alinéa 1^{er} que « [l]a réduction du prix est proportionnelle à la différence entre la valeur des biens reçus par le consommateur et la valeur qu'auraient les biens s'ils étaient conformes. »

Les intérêts légaux sur le montant de 3.000.- euros sont dus à partir de l'assignation civile du 23 décembre 2022, laquelle vaut sommation de payer, jusqu'à solde.

3.6. Quant aux demandes accessoires

3.6.1. Exécution provisoire

PERSONNE1.) conclut encore à l'exécution provisoire du présent jugement.

Aux termes de l'article 244 du Nouveau Code de procédure civile, l'exécution provisoire, sans caution, sera ordonnée même d'office, s'il y a titre authentique, promesse reconnue, ou condamnation précédente par jugement dont il n'y ait point appel. Dans tous les autres cas, l'exécution provisoire pourra être ordonnée avec ou sans caution.

Lorsque l'exécution provisoire est facultative, comme en l'espèce, son opportunité s'apprécie selon les circonstances particulières de la cause, en tenant compte notamment des intérêts respectifs des parties, du degré d'urgence, du péril en la demeure, ainsi que des avantages et inconvénients que peut entraîner l'exécution

provisoire pour l'une ou l'autre des parties (cf. CA, 8 octobre 1974, Pas. 23, p. 5 ; CA, 7 juillet 1994, n° 16604 et 16540).

Au vu des intérêts en présence et après examen des différents points relevés ci-avant et dans la mesure où PERSONNE1.) ne justifie pas qu'il y ait urgence ou péril en la demeure ou pour quelle autre raison l'exécution provisoire du présent jugement s'imposerait, il n'y a pas lieu de l'ordonner.

3.6.2. Indemnités de procédure

En l'espèce, tant PERSONNE1.) que la société SOCIETE1.) sollicitent l'allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile. Aux termes de l'article 240 précité, « *lorsqu'il apparaît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine.* »

De ce texte, la jurisprudence a déduit trois conditions pour l'allocation d'une indemnité de procédure : une issue favorable du procès pour la partie qui demande l'indemnité de procédure, la dépense de sommes irrécouvrables et l'iniquité.

Le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile n'est pas la faute ; il s'agit de considérations d'équité qui justifient le principe d'une condamnation et qui déterminent en même temps le montant de celle-ci.

L'application de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile relève du pouvoir discrétionnaire du juge (cf. Cass., n° 60/15 du 2 juillet 2015, n° 3508).

Au vu de l'issue du litige, la société SOCIETE1.) ne peut prétendre à une indemnité de procédure, de sorte que sa demande formulée en ce sens est à rejeter.

Il serait cependant inéquitable de laisser à charge de PERSONNE1.) l'intégralité des sommes non comprises dans les dépens qu'il a dû exposer.

Eu égard à l'envergure du litige, à son degré de difficulté et aux soins y requis, sa demande en allocation d'une indemnité de procédure est à déclarer fondée et justifiée pour le montant fixé *ex aequo et bono* à 1.000.- euros.

3.6.3. Frais et dépens de l'instance

En application des articles 238 et 242 du Nouveau Code de procédure civile, toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens, à moins que le juge, par décision spéciale et motivée, n'en mette la totalité ou une fraction à la charge de l'autre partie et les avocats à la Cour pourront, dans les instances où leur ministère est obligatoire, demander la distraction des dépens à leur profit.

Dans la mesure où la société SOCIETE1.) succombe à l'instance, les entiers frais et dépens sont à sa charge, avec distraction au profit de Maître Frédéric MIOLI, avocat constitué qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

PAR CES MOTIFS

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, vingtième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

constate la renonciation implicite dans le chef de PERSONNE1.) de se prévaloir de la résolution de la vente conclue entre parties,

partant, déclare les demandes ayant trait à la résolution, sinon « *résiliation* » de la vente impliquant restitution de la chose et restitution du prix de vente, irrecevables sur toutes les bases légales invoquées,

déclare les demandes en « *annulation* » de la vente, sinon en réduction du prix de vente et en allocation de dommages et intérêts sur base des articles 1641 et suivants du Code civil pour cause de vice cachés, non fondées,

partant, en déboute,

déclare les demandes en annulation de la vente sur base des articles 1109 et suivants du Code civil pour cause de vice du consentement, non fondées,

partant, en déboute,

déclare la demande en réduction du prix de vente pour violation de l'obligation de délivrance conforme dans le chef de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., non fondée,

partant, en déboute,

déclare la demande en dommages et intérêts pour violation de l'obligation de renseignement précontractuelle dans le chef de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., partiellement fondée,

partant, dit que la responsabilité délictuelle de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. est engagée sur ce point et la condamne à payer à PERSONNE1.) le montant de 3.000.- euros avec les intérêts légaux à partir de la demande en justice, jusqu'à solde,

déboute pour le surplus,

dit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire du présent jugement,

déclare la demande de PERSONNE1.) en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, partiellement fondée,

partant, condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. à payer à PERSONNE1.) une indemnité de procédure de l'ordre de 1.000.- euros,

déclare la demande de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, non fondée,

partant en déboute,

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. aux entiers frais et dépens de l'instance, avec distraction au profit de Maître Frédéric MIOLI, avocat constitué qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.